

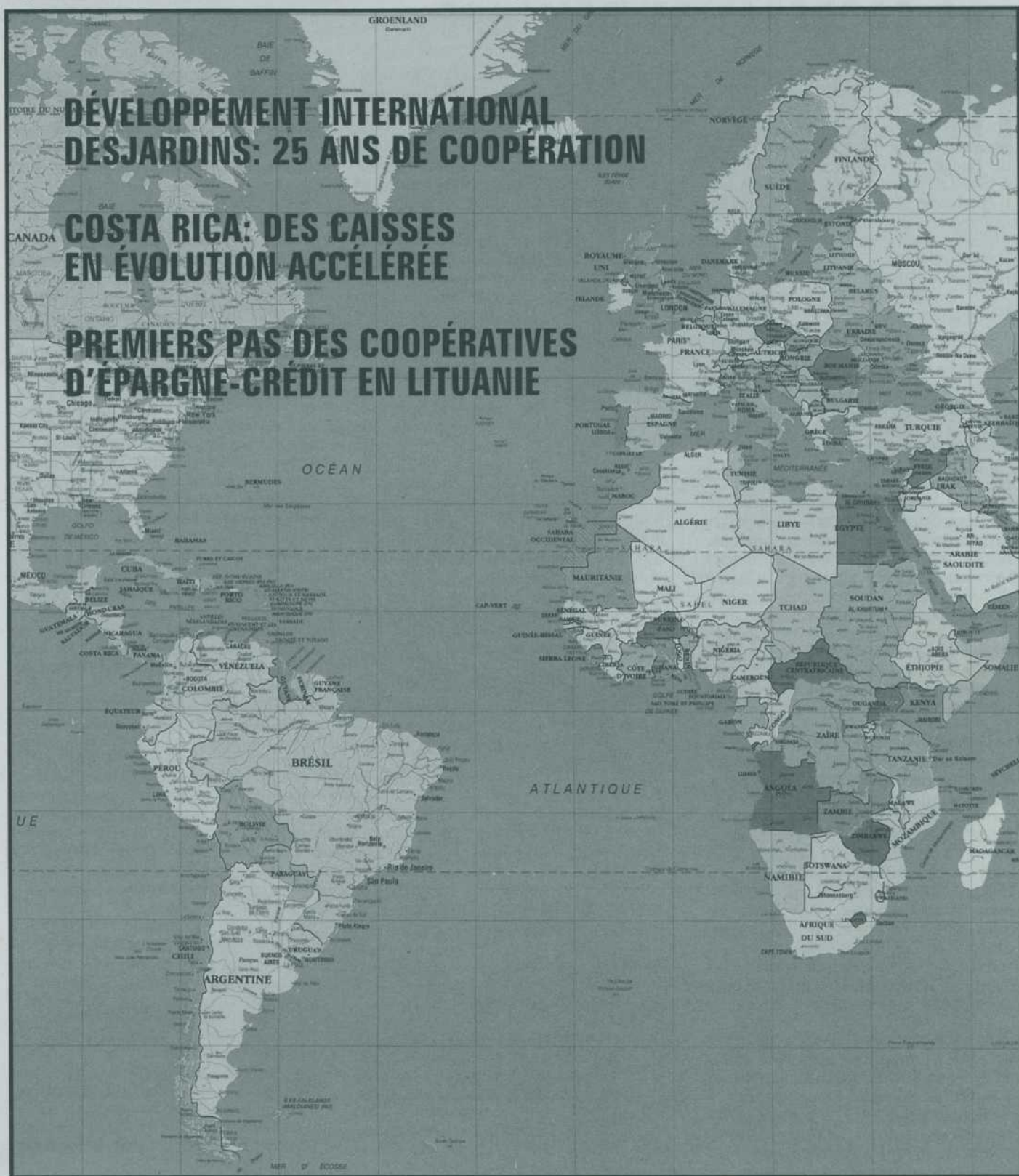
# PAR AILLEURS



DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS

Septembre 1995

Volume 2, Numéro 2



**DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  
DESJARDINS: 25 ANS DE COOPÉRATION**

**COSTA RICA: DES CAISSES  
EN ÉVOLUTION ACCÉLÉRÉE**

**PREMIERS PAS DES COOPÉRATIVES  
D'ÉPARGNE-CRÉDIT EN LITUANIE**

Océan

Atlantique

UE

Mer d'Écosse

# LES 25 ANS DE DID

## LE CONTEXTE CHANGE, LA COOPÉRATION DEMEURE



Ghislain Paradis

**E**n 25 ans, la coopération internationale telle qu'elle est vécue et pratiquée par Développement international Desjardins (DID) a changé de visage. On continue certes à soutenir la création de coopératives d'épargne et de crédit dans des régions qui en sont dépourvues. Mais, dans d'autres pays, les experts de Desjardins mettent leur savoir-faire à la disposition des coopérateurs locaux et les aident à prendre le virage technologique. « Avec l'appui de l'ACDI et du Mouvement Desjardins, nous avons réussi, je pense, à nous hisser aux premiers rangs des sociétés de notre secteur. En plus de faire connaître le nom de Desjardins, nous mettons en valeur sa compétence dans plusieurs domaines, notamment dans les technologies informatiques », souligne Ghislain Paradis, président-directeur général de l'institution. PAR AILLEURS l'a rencontré.

**PAR AILLEURS:** Quel bilan peut-on faire de l'action de Développement international Desjardins (DID) au cours des 25 dernières années ?

**GHISLAIN PARADIS:** Un bilan positif et stimulant ! Cette réussite repose sur une stratégie bien ciblée. Par exemple, pour qu'un réseau se développe harmonieusement, il est nécessaire de fonctionner dans un environnement facilitant en matière de loi. Au Vietnam, au Costa Rica, en Roumanie et en Lituanie, DID a joué un rôle déterminant dans la mise en place d'une loi qui régit les caisses et qui les protège, comme au Québec. Nous insistons sur la formation, le contrôle des coûts, le choix réfléchi de nouvelles technologies...

Nous avons participé à la création et au renforcement de nombre d'entreprises coopératives solides et crédibles à travers le monde. Nous mettons à profit les méthodologies acquises d'un pays à l'autre. C'est la valeur ajoutée que notre action a récoltée au fil des

années. Nous épaulons aussi des institutions dans la lutte contre une concurrence très menaçante.

Et puis, il y a tous ces gens que nous avons formés à l'intérieur de nos projets, qui ont réalisé des stages chez nous, et qui sont maintenant des agents de progrès dans leur pays... Depuis quelques années, certains de nos partenaires institutionnels volent de leurs propres ailes. Au Burkina Faso, le mouvement coopératif financier est en très bonne position. Grâce à sa capacité de croissance et d'adaptation, il passe l'épreuve du temps et il contribue à améliorer la qualité de vie des Burkinabés.

« Acheter le camion à incendie du village, c'est beau, mais le vrai rôle social d'une coopérative d'épargne et de crédit, c'est justement d'être une bonne coopérative, c'est-à-dire une entreprise qui rend des services, qui est rentable, et qui est gérée de façon démocratique. »

Ce qui m'amène à souligner une valeur fondamentale qui guide notre action : le renforcement de la démocratie...

**P.A.:** Justement, comment la coopération peut-elle jouer un rôle dans le renforcement de la démocratie ?

**G.P.:** Un pays en développement dont les habitants aspirent à la démocratie a du pain sur la planche : il doit instaurer un système électoral, séparer les pouvoirs civil, militaire et religieux, faciliter le rayonnement des partis politiques. Mais il faut aussi qu'émerge une société civile forte, dotée de leaders qui ne se sentent pas menacés dans leur droit à la libre expression.

Or, en créant des coopératives, on met en place des entreprises dynamiques qui valorisent l'être humain et la dignité de la personne, qui préconisent la prise en charge, qui collaborent à la création d'un capital financier inaliénable, bref qui sont des ferments de démocratie. Une société démocratique est cons-

tituée de personnes et de groupes informés et capables d'action.

**P.A.:** Pourquoi Desjardins fait-il de la coopération internationale? Il y a déjà tant à faire dans notre propre pays...

**G.P.:** Qu'est-ce que le coopératisme? C'est une approche fondée sur l'échange et le partage. Évidemment, au point de départ, ceux qui sont à l'origine d'un mouvement coopératif pensent à leur coin de planète; c'est on ne peut plus légitime. Mais quand le mouvement commence à être solidement campé, une fois la survie assurée, on établit des contacts, on élargit ses préoccupations.

Dans les années 1960 et 1970, les leaders de Desjardins ont réfléchi à la façon d'aider certains pays d'Afrique francophone au moyen de la coopération, et ils ont enclenché le processus qui a mené à la naissance de DID.

L'existence de DID est tout à fait compatible avec ce que Desjardins veut faire, c'est-à-dire créer des institutions qui appartiennent aux gens, dans une perspective de promotion des personnes et des communautés. Avec de telles valeurs, on ne peut qu'être disponible aux besoins des autres.

Desjardins est passé à l'action et a créé DID... Jamais une banque n'aurait fait ça. Cela dit, pensons à tous ces contacts établis au nom de Desjardins et qui peuvent un jour déboucher sur des affaires...

**P.A.:** Quels avantages le système coopératif offre-t-il aux pays en développement ?

**G.P.:** L'entreprise coopérative, comme agent économique, favorise l'autosuffisance et la prise en charge. Les entreprises coopératives finissent par constituer un capital collectif, une richesse. C'est une forme d'organisation facile à apprivoiser pour les pays qui ont peu de moyens.

« Malheureusement, on assiste à un développement à deux vitesses dans certaines parties du monde. Et les indicateurs économiques ne rendent pas compte des inégalités de la répartition de la richesse dans la population. »

## DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS: UN QUART DE SIÈCLE BIEN REMPLI

Même si on fête les 25 premières années de Développement international Desjardins (DID), l'histoire de la coopération internationale au Mouvement Desjardins a débuté bien avant 1970...

- 1909 - Participation d'Alphonse Desjardins à la fondation des premières *credit unions* aux États-Unis.
- 1963 - Accueil, par l'Institut coopératif Desjardins, de stagiaires originaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.
- 1970 - Création, par le Mouvement Desjardins, de la Compagnie internationale de développement régional (CIDR-Canada), qui affecte ses premiers conseillers en Afrique.
- 1972 - Première intervention en Afrique, au Burkina Faso (alors appelé Haute-Volta).
- 1980 - Première intervention en Amérique centrale, au Panama; la CIDR devient la Société de développement international Desjardins.
- 1989 - Première intervention en Asie, aux Philippines.
- 1991 - Première intervention en Europe centrale, en Hongrie.
- 1994 - La SDID devient DID (Développement international Desjardins).

Le coopératisme présente un autre avantage très important dans les années 1990 : les coopératives sont inaliénables. De nos jours, le capital est extrêmement mobile et les marchés peuvent être envahis à tout moment par des étrangers. Le coopératisme développe le sentiment d'appartenance et incite les citoyens à s'identifier aux entreprises qu'ils possèdent. Enfin, le coopératisme suppose un ensemble de membres informés et militants, et son effet éducatif est fort.

**P.A.:** Pourquoi, dans un contexte de mondialisation, est-il important de venir en aide aux sociétés moins favorisées?

**G.P.:** Au-delà des valeurs humanitaires, il y a le fait qu'il vaut toujours mieux avoir des partenaires capables de payer leurs dettes et d'acheter nos biens. Donc, il y a des raisons économiques. Les raisons politiques ne sont pas négligeables non plus. Le Canada est un pays intermédiaire qui a avantage à conclure des alliances avec des pays de taille similaire. Et il y a aussi des raisons de sécurité : comme tous les pays, nous avons intérêt à créer un climat propice à la paix. Envoyer des soldats outre-mer coûte cher et les pays en guerre ne paient plus leurs dettes...

Qui dit guerre, qui dit conflit dit aussi réfugiés, des réfugiés qu'on ne peut parquer indéfiniment dans des camps. Les flots migratoires qui résultent des conflits armés causent souvent des problèmes énormes aux pays occidentaux.

Par ailleurs, il est certain que le Canada devrait revoir sa façon de faire de la coopération internationale afin qu'elle ne soit plus le fait d'une minorité. Il faudrait en effet que les Canadiens se reconnaissent davantage dans le type d'aide qui est apportée... À cet égard, l'ACDI fournit des efforts substantiels pour engager davantage le secteur privé dans les projets de développement.

**P.A.:** Faudrait-il davantage sensibiliser la population à la coopération internationale?

**G.P.:** Oui, un meilleur éveil de la population est fondamental. Mais il faut aussi se renouveler, techniquement parlant. Préconiser les actions à haute valeur ajoutée, dont les incidences sont élevées. Dans les pays où DID est présent, il y a souvent des gens qui ont étudié chez nous, dans nos universités, qui sont donc a priori aussi compétents que nous. Depuis 15 ans, on retrouve davantage de compétences dans les pays du Sud. Aussi nous associons-nous avec les forces vives locales. Il ne faut pas avoir peur de s'ouvrir et de collaborer avec les organismes non gouvernementaux et même avec des firmes privées. Sans perdre notre identité, toutefois.

**P.A.:** À quoi ressemblera l'avenir de DID?

**G.P.:** Notre mission sera plus ciblée, notre expertise encore plus spécialisée, notre complicité avec Desjardins et avec d'autres institutions du Québec encore plus grande. La croissance de nos opérations sera forte, mais il faudra travailler à diversifier nos sources de financement en recherchant de nouveaux partenariats. Nous continuerons à faire ce que, dans les pays en développement, on attend du Mouvement Desjardins: qu'il les aide à faire fonctionner leurs coopératives, qu'il par-

tage avec eux ses connaissances des technologies bancaires, qu'il les appuie dans l'établissement d'un cadre juridique... Ce que ces partenaires nous demandent, c'est beaucoup plus qu'un discours, mais autre chose que la charité. Ce qu'ils veulent, c'est simplement le partage d'un savoir-faire, un savoir-faire développé par les bâtisseurs d'ici et qui peut s'exporter, pourvu qu'il soit adapté.

« Parce qu'il valorise la dignité de la personne et la prise en charge, le coopératisme est un ferment de démocratie pour les pays en développement. »

# COSTA RICA

## POUR LES CAISSES, UNE ÉVOLUTION ACCÉLÉRÉE

**O**n a souvent dit du Costa Rica qu'il était la « Suisse de l'Amérique centrale » en raison de sa stabilité et de sa tradition de neutralité. Pour les quelque trois millions de Costaricains, le pacifisme n'est pas un vain mot: ils ont même démantelé leur armée en 1948. Dans une partie de la planète souvent considérée comme une poudrière, l'absence totale d'appareil militaire peut surprendre. À l'étranger qui s'étonne, les Costaricains expliquent en souriant que l'abolition de l'armée est encore le meilleur moyen de se prémunir contre les coups d'État!

Dans cette économie relativement prospère, une cinquantaine de coopératives financières ont vu le jour depuis le début des années 1960. L'an passé, elles faisaient appel au Mouvement Desjardins pour obtenir de l'aide dans le déploiement d'un plan de développement technologique. En avril 1994, la FEDECRÉDITO, l'organisme qui regroupe ces coopératives, signait avec Développement international Desjardins (DID) une entente de deux ans visant la mise en place de ce plan directeur.

Une fois l'implantation terminée, les coopératives d'épargne et de crédit offriront à leurs membres des services améliorés et à moindre coût. Ainsi, elles pourront affronter la concurrence particulièrement menaçante d'une nouvelle venue sur la scène des institutions financières au Costa Rica, la Banco Crescent, du Mexique.



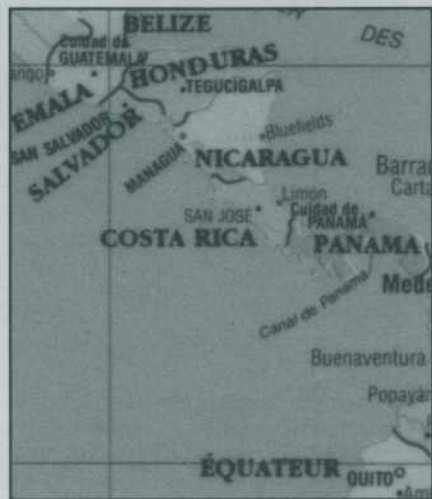
Une cinquantaine de coopératives financières ont vu le jour au Costa Rica depuis 1990.

### UNE HISTOIRE ENCORE JEUNE

Les premières coopératives du Costa Rica regroupaient des producteurs, des éleveurs ou même des consommateurs. Chacune d'elles faisait crédit à ses membres. Avec le temps, cette activité secondaire a pris de l'importance et, en 1994, une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit stipulait que les activités reliées aux services financiers devaient être menées en dehors de la coopérative. D'où la naissance de « caisses » qui ont pris racine dans les coopératives de production et de consommation.

Selon Claude Lapointe, responsable du projet pour DID, la plupart de ces caisses sont très petites. Mais certaines ont connu une croissance appréciable au fil des années; deux d'entre elles sont devenues plus importantes que leur coopérative mère. L'une d'elles a même fait l'acquisition d'un guichet automatique. Afin de canaliser les initiatives des caisses et pour prévenir une implantation sauvage d'équipements informatisés, la FEDECRÉDITO a mis au point son plan intégré de développement technologique, le FEDERED. Les coopératives sont habituées à mener seules leur barque dans leurs collectivités respectives, mais elles réalisent de plus en plus qu'elles doivent faire front commun pour se doter de la technologie sans laquelle, dans un contexte de mondialisation, aucune institution financière ne pourra être compétitive.

Le directeur de la FEDECRÉDITO, Mario Vargas, connaissait bien le Mouvement Desjardins. Impressionné par l'expérience coopérative québécoise, il avait beaucoup appris lors de quelques visites à Lévis, siège du Mouvement Desjardins et de DID en particulier. Il avait pu constater que le Mouvement comptait sur un remarquable réservoir de compétences en informatique, en implantation de systèmes et en gestion des opérations. Et surtout, il savait que le Mouvement, par l'entremise de DID, était ouvert au partage de son expérience avec d'autres organisations coopératives.



En mai 1994, la FEDECRÉDITO signait donc avec DID un contrat de deux ans. La mission de DID: appuyer la FEDECRÉDITO dans le développement du FEDERED.

### POUR FAIRE FACE À LA CONCURRENCE

En pratique, le mandat de DID consiste à aider les caisses costaricaines à se doter d'infrastructures qui, pour les caisses québécoises, représentent des acquis. Ainsi, l'entente prévoyait la mise en place d'un mécanisme d'accès à une chambre de compensation car les caisses costaricaines ne pouvaient permettre à leurs membres de tirer des chèques sur leurs comptes, ce privilège étant réservé exclusivement aux banques étatiques. Autre aspect relié à la monétique pour lequel une aide technique a été prévue: les cartes de crédit. Les caisses remplacent leur carte MasterCard par la carte Visa; chacune d'elles gère son propre portefeuille de cartes tandis que la FEDECRÉDITO voit à la fabrication des cartes et à la publicité.

D'importants volets de l'appui de DID concernent le développement d'un système d'information de gestion (des statistiques, surtout), l'établissement de coûts de revient et la standardisation des opérations et des formulaires.

Bref, les employés de Desjardins envoyés en mission dans ce pays aident les caisses à accomplir, en deux ans seulement, une évolution que les caisses québécoises ont réalisée en deux décennies. Le temps presse, les caisses costaricaines le savent et elles ont accepté de serrer les rangs autour de la FEDECRÉDITO afin de se donner les outils nécessaires à leur survie.

(comme un système équivalant à notre Inter-caisses). Sans normalisation, il n'y a pas de réseau possible. Et sans réseau, chacune de ces petites coopératives est condamnée à plus ou moins longue échéance. Mais attention, les caisses ne partent pas de zéro: elles ont déjà jeté les bases d'un système informatique et, en janvier 1996, un logiciel d'opérations bancaires de quatrième génération sera complètement implanté.



M. Mario Vargas Alvarado, gérant général corporatif de Sistema FEDECRÉDITO et gérant général de Banco Federado (à gauche) et M. Carlos Bonilla Ayud, président du conseil d'administration de Sistema FEDECRÉDITO et président du Mouvement coopératif du Costa Rica (à droite) présentent la nouvelle carte de crédit Visa en compagnie de M. Ghislain Paradis, président-directeur général de DID.

## UN RÉSEAU ÉTABLI EN TOUTE DÉMOCRATIE

Les caisses paient à la FEDECRÉDITO une cotisation qu'on pourrait qualifier de symbolique. À l'origine, l'organisme qui chapeaute le réseau costaricain de coopératives vivait grâce à l'aide internationale mais, de plus en plus, la FEDECRÉDITO compte sur des placements qui proviennent des membres corporatifs du réseau. On compte quatre membres corporatifs plus une caisse centrale directement inspirée de celle du Mouvement Desjardins.

Soucieuse de démocratie (on est Costaricain ou on ne l'est pas), la FEDECRÉDITO respecte le rythme des caisses. Malgré les pouvoirs que lui a conférés la nouvelle loi de 1994, elle préfère « inviter » plutôt qu'obliger. Les résultats lui donnent raison : un fort pourcentage de coopératives placent leurs liquidités à la caisse centrale. Les profits de ces placements permettent au réseau de se structurer.

L'influence du modèle québécois dépasse le réseau coopératif puisque la loi de 1994 a prévu une instance gouvernementale comparable à notre Inspecteur général des institutions

financières. Cette instance a le pouvoir d'inspecter les caisses, et les Costaricains voudraient mettre en place un système similaire à celui du Québec. Quant à l'inspection par l'organisme de tête du réseau, on y arrivera sans doute aussi. Pour le moment, toujours sur une base volontaire, les caisses font appel à un membre de leur réseau corporatif, Audicoop, qui les aide à se conformer à la loi en regard des normes de liquidités, de capitalisation et de contrôle interne. On le voit, les devoirs imposés par la législation aux caisses contribuent eux aussi à consolider le réseau.

## LA CONCURRENCE MEXICAINE

Le plus gros incitatif au changement demeure indéniablement la concurrence, celle de la Banco Crescent, l'envahisseur mexicain qui menace de tirer le tapis sous les pieds de la FEDECRÉDITO. La Banco Crescent projette d'ouvrir 80 succursales dans ce tout petit pays, dont 50 en 1995; elle arrive avec toute la panoplie des services informatisés les plus modernes. D'où l'urgence de mettre en place certains services compétitifs dans les caisses. Toutes les coopératives ne sont pas nécessairement prêtes, et la tentation de mettre les bouchées doubles est forte. La FEDECRÉDITO en est consciente et le soutien de DID en matière de planification se révélera sans doute fondamental.

C'est une période plutôt exigeante pour le réseau de coopératives de ce pays, mais la plupart des employés de la FEDECRÉDITO sont jeunes, dynamiques et très motivés. Aiguillonnés par la concurrence mexicaine, ils préparent leur plan de campagne. Ils vont tout mettre en œuvre pour fidéliser les membres grâce à des services de qualité, adaptés à leurs besoins, et ils sont



Des guichets automatiques sont déjà implantés dans quelques coopératives financières costaricaines.



Bientôt la plupart des caisses du Costa Rica pourront offrir la carte Visa à leurs membres.

convaincus que la viabilité du réseau est fonction du sentiment d'appartenance des membres à leur coopérative. Et l'on compte bien rappeler aux Costaricains que ce réseau leur appartient à eux, et non à des étrangers.

## CEUX ET CELLES QUI APPUIENT LA FEDECRÉDITO

Aucun expert permanent de Desjardins ne se trouve au Costa Rica pour toute la durée du contrat entre Développement international Desjardins (DID) et la FEDECRÉDITO. On a choisi plutôt de mandater des spécialistes en missions ponctuelles; en tout, on a prévu 28 missions sur 2 ans.

De son bureau de Lévis, le responsable du projet pour DID, Claude Lapointe, orchestre les allées et venues de ceux et celles qui vont mettre la compétence de Desjardins au service des coopératives du Costa Rica. Parmi les spécialistes qui, jusqu'à maintenant, se sont envolés au Costa Rica pour le projet FEDERED, citons Pierre Cadieux, Sylvie Chantal, Henri Durafourt, Steven Maguire, Jacques Pelletier, Clémence Poulin et Jacques Ripeau, tous de la Confédération, Pierre Champoux, de DID, et Raymond Lemieux, un jeune retraité de Desjardins.

# LITUANIE

## D'ABORD RÉHABILITER L'ÉPARGNE ET LA COOPÉRATION



**S**upposons que vous êtes Lituanien. Vous habitez au bord de la mer Baltique, au nord de l'Europe, dans un minuscule État qui s'est libéré du joug soviétique en 1990.

La veille de l'indépendance, dans votre compte à la banque d'État, vous aviez assez de roubles pour, disons, faire construire une maison. La conversion des monnaies et la dévaluation qui s'ensuit vous jouent un vilain tour. À présent, vos économies désormais transformées en litas vous permettent tout juste d'acheter... la porte de votre maison.

Qu'à cela ne tienne ! Vous faites confiance à l'économie de marché qui semble si bien réussir à l'Ouest. De nouvelles institutions financières poussent un peu partout dans le pays et promettent des rendements incroyables sur votre investissement. Vous vous dites qu'une porte sans maison autour, ce n'est guère utile, et vous portez tous vos litas dans une de ces institutions, laquelle fait lamentablement faillite au bout de quelques semaines, à moins qu'elle ne disparaisse après avoir fraudé ses clients.

Feriez-vous confiance à une autre institution financière après une telle mésaventure ?

« Nous avons une énorme côte à monter pour donner confiance aux Litvaniens et les amener à épargner », reconnaît Yves Boily, responsable pour Développement international Desjardins (DID) du projet de développement de coopératives d'épargne et de crédit en Lituanie. « Tout le monde a perdu de l'argent. Lorsque les Litvaniens disposent d'une petite somme, ils se dépêchent de la convertir en

devises fortes. C'est pour ça qu'on voit des bureaux de change à tous les coins de rue... »

En plus, la formule coopérative n'a pas bonne presse dans ce pays. Du temps où la Lituanie était soviétique, les coopératives étaient des organisations d'État pas du tout démocratiques où les dirigeants étaient toujours parachutés et les profits, jamais redistribués.

Tout de même, les Litvaniens savent bien qu'il leur faut créer des institutions qui répondront à la fois à leurs besoins individuels et à leurs aspirations collectives. Le projet de DID, qui consiste à implanter une quinzaine de coopératives dans la région de Kaunas, est appuyé conjointement par le ministère des Affaires étrangères du Canada, l'Open Society Fund of Lithuania (dont les fonds proviennent d'une fondation privée américaine) et par des caisses litvaniennes canadiennes: la Caisse d'économie Litas de Montréal et trois *credit unions* de l'Ontario. Toute l'entreprise est accueillie avec beaucoup d'espoir par les Litvaniens préoccupés par le développement. Le Parlement a même voté une loi pour favoriser l'émergence de caisses. Soulignons que des spécialistes venus de la Confédération des caisses Desjardins ont contribué à l'élaboration de ce projet de loi.

Ces caisses porteront l'équivalent litvanien du nom *credit union*. Informatisées dès leur démarrage, elles n'en seront pas moins minuscules et leur personnel se limitera à un employé. Les services offerts comprendront l'épargne et le crédit à la consommation, à court terme dans les deux cas; le compte d'épargne en devises fortes sera évidemment disponible. Dans une économie

en transition où l'inflation est élevée, ce sont à peu près les seuls services qu'on peut envisager pour le moment.

Sur place, DID a rassemblé des spécialistes canadiens d'origine litvanienne qui maîtrisent parfaitement cette difficile langue balte. Ils peuvent non seulement transmettre efficacement leurs connaissances sur l'organisation et le fonctionnement d'une caisse, mais aussi convaincre les Litvaniens du bien-fondé de la mise en commun de l'épargne. On organise des séminaires régionaux, des rencontres avec les syndicats, avec des groupes de femmes, on sollicite les leaders d'opinion, on participe à des émissions de télévision. L'intérêt grandit, et l'on parle du projet dans les nombreux journaux indépendants.

Dans leurs conférences, les Litvaniens venus de Montréal parlent de la fondation de la Caisse d'économie Litas et des bénéficiaires qu'ils en ont retirés. Ils rappellent à leur auditoire qu'avant l'invasion de la Lituanie par les Soviétiques, il y a plus de 50 ans, on retrouvait des coopératives d'épargne et de crédit inspirées des caisses Raiffeisen (un modèle qu'Alphonse Desjardins avait étudié en son temps). Des coopératives qui marchaient bien et qui ont inspiré les Litvaniens de la diaspora à recréer ces coopératives en terre d'exil... Comme le laissait entrevoir l'étude de faisabilité de DID, créer des caisses en Lituanie est difficile, mais possible. Il s'agit d'instaurer un climat de confiance, de donner aux gens l'envie de se prendre en charge... et de les persuader qu'il ne s'agit pas d'un retour au communisme. ■

### LA PRÉSENCE DE DESJARDINS EN LITUANIE

Régina Piecaïtis, qui a travaillé 12 ans à la Caisse d'économie Litas de Montréal, a signé avec Développement international Desjardins (DID) un contrat de trois ans pour diriger le projet d'implantation de coopératives d'épargne et de crédit. Seule permanente canadienne sur place, elle est appuyée par d'autres spécialistes qui viennent en missions ponctuelles contribuer à la création de ce nouveau réseau de caisses. Quelques-uns ont des liens avec la Caisse d'économie Litas: Bruno Bulota en est le directeur, Bruno Nietvaras est un ancien directeur, Vincas Piecaïtis et Henry Dauderis ont déjà été dirigeants bénévoles. Michel Dubé, André Morin, Christian Gilbert, de la Confédération, de même que Céline Auclair, Jean-Bernard Fournier, Pierre Champoux et Daniel Jean, de DID, ont également participé à des missions.



Régina Piecaïtis



# RAYONNEMENT DESJARDINS

## LES VISITEURS ÉTRANGERS

Chaque année, Développement international Desjardins accueille des stagiaires et des visiteurs de nombreux pays. Ces personnes séjournent chez nous afin, surtout, de connaître le modèle Desjardins et d'approfondir leurs connaissances à l'égard de certains volets particuliers du modèle coopératif québécois. La contribution des différentes composantes de Desjardins est cruciale; grâce à elles, notre savoir-faire franchit les frontières. Au cours des derniers mois, Desjardins a été l'hôte de nombreux visiteurs.

**VIËT-NAM:** Dix représentants d'organismes politiques régionaux; onze représentants de la Banque d'État du Viêt-nam et du gouvernement du Viêt-nam.

**RUSSIE:** Quatre membres du conseil d'administration du réseau des coopératives financières; Alexander Auzan, président de la Ligue russe des coopératives d'épargne et de crédit, accompagné de trois promoteurs régionaux.

**LITUANIE:** Trois employés du projet de DID; quatre autorités gouvernementales responsables de l'élaboration d'une politique de crédit agricole et d'un projet de loi sur les coopératives financières.

**HAÏTI:** Geneviève Hérisse Roux, adjointe administrative au Projet de revitalisation du mouvement coopératif haïtien; Magalie Cadet, responsable des communications du projet de revitalisation du mouvement coopératif haïtien.

**SLOVAQUIE:** Six employés de différentes banques d'État slovaques.

**BÉNIN:** Bernard Koukou Akpla, de l'Institut supérieur panafricain d'économie coopérative.

**HONDURAS:** Des représentants du ministère des Ressources naturelles et du projet Guayape en vertu d'un programme de développement à la production agricole.

**BURUNDI:** Séraphine Ruvahafi, présidente du conseil de gestion de l'Association pour la promotion économique de la femme, et Marie-Louise Nsabiymva, co-directrice en gestion épargne-crédit du Projet d'accès des femmes au crédit.

**URUGUAY:** Miguel A. Cardozo Upini, conseiller institutionnel à la Coopérative nationale d'épargne et de crédit.

**AMÉRIQUE LATINE:** Les membres du Comité régional des Amériques et ceux du Comité central exécutif, de passage à l'occasion d'une réunion de l'International Co-operative Banking Association (ICBA).

**PÉROU:** Six représentants de la Fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit du Pérou et de la Surintendance des banques et assurances. Trois membres de la Commission nationale de supervision des entreprises (CONASEV) ainsi que sept dirigeants de la Fédération nationale d'épargne et de crédit (FENACREP).

**SALVADOR:** Une délégation composée d'inspecteurs de la Fédération des coopératives d'épargne et de crédit du Salvador ainsi qu'un représentant de la Fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit (FEDECACES).

**COSTA RICA:** Mario Vargas Alvarado, gérant général corporatif de Sistema FEDECREDITO et gérant général de Banco Federado et Carlos Bonilla Ayud, président du conseil d'administration de Sistema FEDECREDITO et président du Mouvement coopératif du Costa Rica.

**NIGER:** Son Excellence l'ambassadeur Aboubacar Abdou, ainsi que quatre députés du gouvernement nigérien.

**MALI:** Ouzmane Issoufi Maïga, sous-ministre des Finances et du Commerce.

**MAURITANIE:** Son Excellence l'ambassadeur Abdel Majid Kamil.

**BURKINA FASO:** Quatre responsables du projet d'appui à la petite entreprise de Ouagadougou.

Ces visiteurs ont été accueillis chez Desjardins par les institutions suivantes: la Confédération, Investissement Desjardins, la Société historique Alphonse-Desjardins, la Corporation de fonds de sécurité, la Caisse centrale Desjardins, la Société de portefeuille du Groupe Desjardins, assurances générales, l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, les Fédérations des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, de l'Estrie, de Québec, du Bas Saint-Laurent, de Richelieu-Yamaska, du Centre du Québec, de l'Abitibi, la Fédération des caisses d'économie et les caisses dont les noms suivent: Wotton, Racine, Place Desjardins, Soulanges, Sainte-Rose, Amos, La Sarre, Guyenne, Village huron, Pointe Sainte-Foy, Collège de Lévis, Saint-Joseph-de-Beauce, Sainte-Marie-de-Beauce, Saint-Germain-de-Grantham, Notre-Dame-d'Ottawa, Laurier, Compton, Saint-Patrice, Les Saules, Neufchâtel, Saint-Charles-de-Bellechasse, Drummondville, Morin, de Bienville, Saint-Benjamin, Fonctionnaires du Québec ainsi que les caisses d'économie Employés CAE, Richelain et Montreal Lithuanian «Litas».

Signalons aussi qu'à l'extérieur du Mouvement, d'autres organismes ont reçu nos visiteurs.

## LES MISSIONS DE COURTE DURÉE DES EMPLOYÉS DE DESJARDINS

L'appui de DID à ses partenaires et à ses clients repose en grande partie sur l'expertise de pointe des employés du Mouvement. Chaque année, des dizaines d'experts de Desjardins interviennent dans des domaines aussi variés que l'informatique, la gestion coopérative, la comptabilité, la législation bancaire, etc. Durant la seule année 1994, près de 50 membres du personnel de Desjardins se sont rendus dans un pays d'intervention de DID. Depuis le début de 1995, les employés suivants ont eu l'occasion de participer aux activités de DID.

De la Fédération de Montréal et de l'Ouest-du-Québec:

- Claude Cazeault, en Russie
- Guy Benoît, aux Philippines

De la Fédération du Saguenay—Lac Saint-Jean:

- Pierre Tremblay, au Salvador

De la Confédération:

- Christian Bourdages, au Bénin

- Bernard L'Heureux et Sylvie Riopel, au Costa Rica et en Uruguay
- François Fortier, en Haïti
- Jacques Ripeau, Steven Maguire, Sylvie Chantal, Jacques Pelletier et Clémence Poulin, au Costa Rica
- J.A. Gaston Ouellet, au Bénin
- André-Paul Michaud et Michel Dubé, au Mexique
- Alain Lacroix, en Russie
- Hélène Desrochers, Pierre Germain et Michel Pratte, au Salvador
- Henri Durafourt, en Tunisie et au Costa Rica.
- Alain Labrie, Jules Bouchard et Pierre Hébert au Viêt-nam

## LES NOUVEAUX CONSEILLERS «TERRAIN» VENUS DE DESJARDINS

**HAÏTI:** Gérard Marier, de la Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi, Jacques Durocher et Pierre Durand, de DID.

**PHILIPPINES:** Richard Pellerin, de la Confédération.

**RUSSIE:** Michèle Breton, de la Caisse centrale Desjardins.

**SÉNÉGAL:** Raymond Arsenaux, autrefois à l'emploi de la Confédération, Karl Langlais, de la Confédération, et Claude Boivin, de la Fédération des caisses d'économie.

**VIËT-NAM:** Jean-Guy Laroche, de la Confédération, et Donald Caissy, de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec.

**HONGRIE:** Hélène Desrochers, de la Confédération.

## LES NOUVEAUX EMPLOYÉS «SIÈGE SOCIAL» VENUS DE DESJARDINS

- Martine Perreault, FMO
- Gilles Boutin, AVDL



# ICI ET LÀ...



## LE TITRE DE «GRAND COOPÉRATEUR» DÉCERNÉ À DID

Développement international Desjardins (DID) a reçu récemment un grand honneur. À l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire, la Confédération latino-américaine des coopératives d'épargne et de crédit (COLAC) lui a en effet attribué le Mérite coopératif COLAC. Elle reconnaît ainsi la contribution déterminante de DID au développement économique régional de l'Amérique latine au cours des dix dernières années. Rappelons que, par l'intermédiaire de COLAC et d'autres coopératives financières, DID collabore à l'émergence et à la restructuration des coopératives d'épargne et de crédit. COLAC a également souligné la contribution de l'Association nationale des *credit unions* (CUNA), de l'Agence internationale pour le développement (CUNA AID) et de la Banque interaméricaine de développement (BID).

## CONCOURS DES JEUNES DESJARDINS : DEUX LAURÉATES AU COSTA RICA

Associé au Concours des jeunes Desjardins pour la toute première année, DID offrait un prix exceptionnel aux deux lauréates de l'épreuve Développement international Desjardins : un stage d'observation de dix jours au Costa Rica. Le séjour, qui s'est déroulé du 1<sup>er</sup> au 10 juillet dernier, a permis à la gagnante de l'épreuve d'arts plastiques, Emilie Goulet, de Saint-Lambert (Fédération de Montréal et de l'Ouest-du-Québec), et à la gagnante de l'épreuve littéraire, Marie Michaud, de Sherbrooke (Fédération de l'Estrie), de se plonger dans un univers où la notion de développement prend un sens bien différent. Le stage visait notamment à leur faire découvrir le rôle essentiel que joue la formule coopérative dans la croissance économique d'un pays en développement. Nos deux lauréates ont été accueillies par des coopératives financière, horticole, saline, de pêche ainsi que par une coopérative dirigée par de jeunes Costariciens. Emilie et Marie sont revenues au Québec la tête et le cœur débordant de nouvelles idées. Grâce au succès obtenu par cette première année d'association au Concours des jeunes Desjardins, l'expérience sera reprise l'an prochain.

## CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE DID ET L'UPA

La Corporation de développement international (CDI) de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et DID ont procédé, en mars dernier, à la signature d'une convention de collaboration. Cette entente venait officialiser le partenariat des deux organisations pour des projets ou des missions pouvant mettre à profit l'expertise des deux parties.

## DESJARDINS AU CARREFOUR DU SAVOIR-FAIRE

Du 11 au 14 octobre, à Québec, quelque 1 500 décideurs et praticiens préoccupés de sécurité alimentaire mondiale, dont les deux tiers viendront d'outre-mer, partageront leurs connaissances au Symposium 1995 de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture). L'histoire du Mouvement Desjardins ayant toujours été intimement liée au développement de l'agriculture au Québec, sa présence à cet événement devenait toute naturelle. Ainsi la Confédération, la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec ainsi que Développement international Desjardins s'associeront afin de présenter la contribution du Mouvement Desjardins dans la mise en place de programmes et de mécanismes favorisant la stabilité financière des entreprises agricoles, au Québec comme à l'étranger. Les programmes de la Régie des assurances agricoles du Québec et de la Société de financement agricole seront également présentés dans le cadre de l'exposition. Cet événement d'envergure internationale se déroulera au Centre des congrès de Québec.



## L'AMÉRIQUE LATINE DEVANT DE NOUVEAUX DÉFIS

Les flux commerciaux régionaux et le rôle joué par les banques coopératives, voilà deux sujets qui ont retenu l'attention des membres du Comité régional des Amériques en juin dernier à l'occasion d'une rencontre coïncidant avec la tenue d'une réunion de l'International Co-operative Banking Association (ICBA). Une séance de travail entre ces invités spéciaux et des représentants de DID a permis de discuter des défis nouveaux que doivent relever les banques coopératives d'Amérique latine.

## DEUX SÉMINAIRES SUR LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE

Un séminaire portant sur l'accès des femmes aux services financiers s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso, du 3 au 5 mai dernier. Cet événement a permis à des intervenants du Burkina Faso, de la Côte-d'Ivoire, du Mali, du Sénégal, du Rwanda, du Burundi, du Bénin et du Niger de définir les actions à entreprendre pour tendre vers un accès durable des femmes aux produits et services financiers. Développement international Desjardins a appuyé ses partenaires du Burkina Faso dans l'organisation de cet événement.



Un séminaire thématique s'est également tenu à Cotonou, au Bénin, du 13 au 15 juin dernier, à l'intérieur du projet d'appui à la mobilisation de l'épargne dans la francophonie piloté par DID. Le séminaire a traité principalement de la mobilisation de l'épargne locale par les coopératives financières de l'Afrique sub-saharienne dans un contexte de dépréciation monétaire et d'inflation. Ce séminaire était financé par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et le ministère des Affaires internationales du Québec.

## PAR AILLEURS

Destinée au personnel de Développement international Desjardins (DID), à ses partenaires et aux dirigeants du Mouvement Desjardins, la revue d'information **PAR AILLEURS** est publiée deux fois par année.

Ce numéro a été tiré à 25 000 exemplaires (dont 24 000 encartés dans le No 4-1995 de La Revue Desjardins).

Responsable du bulletin:  
Céline Auclair.

Rédaction:  
Hélène Matte, Céline Auclair,  
Nadine Blackburn-Oezimer.

Production:  
Direction Publications et Services  
audiovisuels et linguistiques, Confédération  
des caisses Desjardins.

Impression:  
Imprimerie La Renaissance.

Dépôts légaux:  
Bibliothèque nationale du Canada et  
Bibliothèque nationale du Québec.  
ISSN 1195-6763  
Imprimé au Canada.

Abonnements et courrier:

**PAR AILLEURS**  
Développement international Desjardins  
150, avenue des Commandeurs, Lévis (Québec)  
Canada G6V 6P8

Tél.: (418) 835-2400  
Télec.: (418) 833-0742



Desjardins fait sa part pour l'environnement.  
Ce papier contient des fibres recyclées.

